

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1997

[C - 99/27494]

**29 AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
instaurant une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface, notamment à l'article 39, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, remplacé par le décret du 23 juin 1994;

Vu l'avis du Conseil Supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 19 novembre 1998;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution, donné le 14 octobre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 novembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 8 mars 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "Ministre" : le Ministre du Gouvernement wallon qui a la politique de l'eau dans ses attributions;

2° "administration" : la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

3° "système d'épuration individuelle" : unité d'épuration individuelle ou installation d'épuration individuelle ou station d'épuration individuelle comprenant l'équipement permettant l'épuration des eaux urbaines résiduaires rejetées par une habitation ou par plusieurs habitations voisines dans les conditions définies par l'arrêté du Gouvernement du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires;

4° "eaux ménagères usées" : les eaux usées domestiques telles que définies à l'article 2, 8°, du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution à l'exception des eaux usées domestiques provenant d'activités commerciales, industrielles ou de l'exercice d'une profession libérale;

5° "zone faiblement habitée" : partie du territoire communal affecté à l'épuration individuelle en vertu du plan communal général d'égouttage;

6° "habitation" : en zone faiblement habitée, tout immeuble bâti, habité ou ayant été habité à la date d'entrée en vigueur du plan communal général d'égouttage ou en zone agglomérée, tout immeuble bâti, habité ou ayant été habité, qui par dérogation à l'obligation d'être raccordé à l'égout, avant l'échéance prescrite en vertu de l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires pourra être équipé d'un système d'épuration individuelle;

7° "équivalent-habitant" ou en abrégé "EH" : unité de charge polluante.

Art. 2. § 1^{er}. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et aux conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre accorde une prime à toute personne qui raccorde à ses frais, une habitation ou un groupe d'habitations à un système d'épuration individuelle pour le traitement d'eaux ménagères usées.

Le Ministre ne peut accorder qu'une seule prime par système d'épuration individuelle installé.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, à leur demande ou avec leur accord, la commune peut se substituer à la ou aux personnes obligées ou autorisées à raccorder une ou plusieurs habitations à un système d'épuration individuelle pour le traitement des eaux ménagères usées.

§ 3. La demande de prime est introduite par la personne ou par les personnes qui sont autorisées à raccorder une habitation ou plusieurs habitations voisines à un système d'épuration individuelle en application de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires, sauf si la commune se substitue à la ou aux personnes en vertu du paragraphe 2. Dans ce cas, la demande de prime est introduite par la Commune.

Art. 3. La demande est adressée, par lettre recommandée, à l'administration au moyen de la formule établie par celle-ci et comprenant les données suivantes :

- 1° l'adresse de l'habitation ou des habitations pour lesquelles la demande est introduite;
- 2° l'adresse du ou des demandeurs;
- 3° une attestation du collège des bourgmestre et échevins certifiant que :

— le demandeur ou les demandeurs sont autorisés à équiper l'habitation ou les habitations d'un système d'épuration individuelle;

— la ou les habitations concernées sont ou ont été habitées à la date d'entrée en vigueur du plan communal général d'égouttage, quand elle est située en zone faiblement habitée;

— l'habitation, qui par dérogation à l'obligation de se raccorder à l'égout peut s'équiper d'un système d'épuration individuelle, est ou a été habitée avant la date à laquelle elle devait être raccordée à l'égout en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires, quand elle est située en zone agglomérée;

4° la description de la ou des activités exercées par les personnes habituellement présentes dans l'habitation ou dans les habitations;

5° la charge polluante produite par la ou les habitations, pour lesquelles une demande de prime est introduite correspondant aux eaux ménagères usées, exprimée en nombre d'équivalent-habitant et établie à l'aide du tableau repris en annexe;

6° dans le cas où la demande est introduite par plusieurs personnes, celles-ci précisent la part du montant de la prime qui revient à chacune d'elles.

Art. 4. Le Ministre se prononce sur la demande dans les quarante jours de sa réception par l'administration.

Art. 5. Le montant de la prime s'élève à 60 000 francs par unité d'épuration individuelle traitant une charge polluante inférieure à 6 équivalent-habitant.

Pour les unités d'épuration individuelle traitant une charge polluante de 6 à 20 équivalent-habitant, les installations d'épuration individuelle comprises entre 20 et 100 équivalent-habitant et les stations d'épuration individuelle traitant une charge polluante supérieure égale ou supérieure à 100 équivalent-habitant, un montant de 13 000 francs est attribué par équivalent-habitant supplémentaire.

Art. 6. La prime est liquidée aux conditions suivantes :

— si dans un délai de deux ans à dater de la notification de la décision du Ministre, le ou les bénéficiaires communiquent à l'administration, au moyen d'un formulaire qu'établit celle-ci, les données suivantes :

- 1° l'adresse de l'habitation ou des habitations concernées;
- 2° l'adresse du ou des bénéficiaires de la prime;
- 3° le numéro de dossier fixé par l'administration ainsi que la date de notification de la décision prise par le Ministre;
- 4° l'attestation de contrôle visée à l'article 10, alinéa 3 ou 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires;

— si après vérification par l'administration dans le mois qui suit la réception du formulaire, la réalisation répond aux conditions d'octroi de la prime.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 1995 instaurant une prime à la réalisation d'une unité ou d'une installation d'épuration individuelle est abrogé sauf pour les demandes de prime introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui sont traitées en application de celui-ci.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur dix jours après la publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

—
Annexe

Nombre d'équivalent-habitant

— La capacité utile des systèmes d'épuration d'eaux urbaines résiduaires est déterminée en fonction du nombre d'équivalent-habitant de l'habitation ou du groupe d'habitations desservies par un système d'épuration individuelle.

— Tant pour les habitations unifamiliales que pour les groupes d'habitations qui génèrent en tout ou en partie des eaux ménagères usées, on ne considère pour le calcul de la prime que la charge polluante d'eaux ménagères usées produite par les habitants à laquelle il y a lieu d'ajouter une quotité fixée forfaitairement à 15 % du nombre d'usagers du bâtiment ou du complexe raccordé.

— Pour les habitations qui génèrent des eaux usées domestiques assimilées aux eaux ménagères usées et qui ne résultent pas d'une activité commerciale, industrielle ou de l'exercice d'une profession libérale, on considère pour le calcul de la prime que la charge polluante produite quotidiennement s'exprime par un nombre d'équivalent-habitant évalué comme suit :

Bâtiment ou complexe	Nombre d'équivalent-habitant (E.H.)
Ecole sans bains, douche, ni cuisine (externat)*	1 élève = 1/10 E.H.
Ecole avec bains, sans cuisine (externat)*	1 élève = 1/5 E.H.
Ecole avec bains et cuisine (externat)*	1 élève = 1/3 E.H.
Ecole avec bains et cuisine (internat)*	1 élève = 1 E.H.
Caserne, hôpital, maison de repos, prison*	1 personne (prévue) = 1 E.H.
Plaine et hall de sports*	1 place = 1/20 E.H.

Pour les bâtiments ou complexes annotés d'un astérisque (*), le nombre d'E.H., calculé d'après le tableau, doit être augmenté de 1/2 E.H. par membre du personnel attaché à l'établissement.

A cette charge polluante, il y a lieu d'ajouter une quotité fixée forfaitairement à 15 % du nombre d'usagers du bâtiment ou du complexe raccordé.

A ces capacités déterminées pour le calcul de la prime, s'ajoute la charge polluante générée par les activités commerciales, industrielles ou résultant de l'exercice d'une profession libérale, pratiquées dans l'habitation en vue de dimensionner correctement le système d'épuration individuelle à installer.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999 instaurant une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle.

Namur, le 29 avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 1997

[C - 99/27494]

**29. APRIL 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Einführung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 39 § 1 Absätze 3 und 4 ersetzt durch das Dekret vom 23. Juni 1994;

Aufgrund des am 19. November 1998 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 14. Oktober 1997 abgegebenen Gutachtens der «Commission consultative pour la Protection des Eaux contre la Pollution» (beratende Kommission für den Schutz der Gewässer gegen die Verschmutzung);

Aufgrund des am 21. November 1997 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 3. Dezember 1998 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 8. März 1999 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Minister": der Minister der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Politik in Sachen Wasserwesen gehört;

2° "Verwaltung": die Abteilung Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° "individuelles Klärsystem": die individuelle Kläreinheit oder individuelle Kläranlage oder individuelle Klärstation, deren Ausstattung die Klärung des von einer oder mehreren Wohnungen abgeleiteten städtischen Abwassers unter den durch den Erlass der Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser festgelegten Bedingungen ermöglicht;

4° "Haushaltsabwasser": das häusliche Abwasser im Sinne des Artikels 2, 8° des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, mit Ausnahme des häuslichen Abwassers aus gewerblichen, industriellen oder freiberuflichen Tätigkeiten;

5° "schwachbewohntes Gebiet": der Teil des aufgrund des allgemeinen Gemeindekanalisationsplans der individuellen Klärung zugeteilten Gemeindegebiets;

6° "Wohnung": in einem schwachbewohnten Gebiet jedes Gebäude, das bewohnt oder zu dem Zeitpunkt des Inkrafttretens des allgemeinen Gemeindekanalisationsplans bewohnt war, oder in einem besiedelten Gebiet jedes Gebäude, das bewohnt ist oder bewohnt war, und das in Abweichung von der Verpflichtung, vor dem aufgrund des Artikels 4 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser vorgeschriebenen Fälligkeitsdatum an die Kanalisationen angeschlossen zu sein, mit einem individuellen Klärsystem ausgestattet werden kann;

7° "Einwohnergleichwert" oder abgekürzt "EGW": Belastungseinheit.

Art. 2 - § 1. Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushalt der Wallonischen Region eingetragenen Mittel und unter den durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen gewährt der Minister eine Prämie zugunsten einer jeden Person, die auf eigene Kosten eine Wohnung oder eine Gruppe von Wohnungen an ein individuelles Klärsystem zur Behandlung von Haushaltsabwasser anschließt.

Der Minister kann lediglich eine Prämie je angelegtes individuelles Klärsystem gewähren.

§ 2. In Abweichung von § 1 kann die Gemeinde die Person oder die Personen ersetzen, die verpflichtet oder befugt sind, eine oder mehrere Wohnungen an ein individuelles Klärsystem zur Behandlung des Haushaltsabwassers anzuschließen.

§ 3. Der Prämienantrag wird von der Person oder den Personen eingereicht, die in Anwendung des Artikels 9 des Erlasses der Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser befugt sind, eine oder mehrere benachbarten Wohnungen an ein individuelles Klärsystem anzuschließen, es sei denn, die Gemeinde ersetzt die Person oder Personen aufgrund des Paragraphen 2. In diesem Fall wird der Prämienantrag von der Gemeinde eingereicht.

Art. 3 - Der Antrag wird per Einschreiben an die Verwaltung gerichtet, und zwar mittels eines von ihr aufgestellten Formulars, das folgende Angaben enthält:

1° die Anschrift der Wohnung(en), für die der Antrag eingereicht wird;

2° die Anschrift des oder der Antragsteller;

3° eine Bescheinigung von dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium, die folgendes bestätigt:

— der oder die Antragsteller sind befugt, die Wohnung oder Wohnungen mit einem individuellen Klärsystem auszustatten;

— die betroffene Wohnung oder die Wohnungen sind bewohnt oder waren es zu dem Zeitpunkt des Inkrafttretens des allgemeinen Gemeindekanalisationsplans, wenn sie sich in einem schwachbewohnten Gebiet befinden;

— die Wohnung, die in Abweichung von der Verpflichtung, an die Kanalisationen angeschlossen zu sein, mit einem individuellen Klärsystem ausgestattet werden kann, ist bewohnt oder war es vor dem Datum, an dem sie aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser an die Kanalisationen angeschlossen sein musste, wenn sie sich in einem besiedelten Gebiet befindet;

4° die Beschreibung der Tätigkeit(en), die gewöhnlich von den in der oder den Wohnungen anwesenden Personen ausgeübt wird oder werden;

5° die von der oder den Wohnungen, für die ein dem Haushaltsabwasser entsprechender Prämienantrag eingereicht wird, erzeugte Belastung, die in der Anzahl Einwohnergleichwerte ausgedrückt und mittels der in der Anlage angeführten Tabelle festgelegt wird;

6° falls der Antrag von mehreren Personen eingereicht wird, geben diese den Teil des Prämienbetrags an, der einer jeden von ihnen zusteht.

Art. 4 - Der Minister nimmt zu dem Antrag Stellung, und zwar innerhalb von vierzig Tagen, nachdem die Verwaltung diesen erhalten hat.

Art. 5 - Der Prämienbetrag beläuft sich auf 60 000 BEF je individuelle Kläreinheit, die eine Belastung von weniger als 6 Einwohnergleichwerten behandelt.

Für die individuellen Kläreinheiten, die eine Belastung zwischen 6 und 20 Einwohnergleichwerten behandeln, die individuellen Kläranlagen zwischen 20 und 100 Einwohnergleichwerten und die individuellen Klärstationen, die eine Belastung von mehr oder gleich 100 Einwohnergleichwerten behandeln, wird ein Betrag von 13 000 BEF je zusätzlichen Einwohnergleichwert zugeteilt.

Art. 6 - Die Prämie wird unter folgenden Bedingungen ausgezahlt:

— wenn innerhalb einer Frist von zwei Jahren ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers der oder die Empfangsberechtigten der Verwaltung mittels eines von der letzteren aufgestellten Formulars folgende Angaben übermitteln:

1° die Anschrift der betroffenen Wohnung(en);

2° die Anschrift des oder der Empfangsberechtigten der Prämie;

3° die von der Verwaltung festgelegte Aktennummer, sowie das Datum der Zustellung des von dem Minister gefassten Beschlusses;

4° die in Artikel 10, Absatz 3 oder 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser erwähnte Kontrollbescheinigung;

— wenn nach einer Überprüfung durch die Verwaltung innerhalb des Monats, der auf den Erhalt des Formulars folgt, der Bau des Klärsystems mit den Bedingungen zur Gewährung der Prämie übereinstimmt.

Art. 7 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. April 1995 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer individuellen Kläreinheit oder -anlage wird außer Kraft gesetzt, sofern er nicht die Prämienanträge betrifft, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht wurden und in dessen Anwendung bearbeitet werden.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt zehn Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 9 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Politik in Sachen Wasserwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
Anlage

Anzahl Einwohnergleichwerte

— Die Nutzleistung der Klärsysteme für städtisches Abwasser wird aufgrund der Anzahl Einwohnergleichwerte der Wohnung oder der Gruppe Wohnungen bestimmt, die durch das individuelle Klärsystem bedient werden.

— Sowohl für die Einfamilienwohnungen wie auch für die Wohnungsgruppen, die insgesamt oder teilweise Haushaltsabwasser erzeugen, wird für die Berechnung der Prämie lediglich die von den Bewohnern erzeugte Belastung des Haushaltsabwassers in Betracht gezogen, zu der ein pauschal auf 15 % festgelegter Zusatz der Anzahl Benutzer des angeschlossenen Gebäudes oder Wohnkomplexes hinzu zu fügen ist.

— Für die Wohnungen, die mit gewöhnlichem Haushaltsabwasser gleichgestelltes häusliches Abwasser erzeugen, das nicht von einer gewerblichen, industriellen oder freiberuflichen Tätigkeit herrührt, geht man für die Berechnung der Prämie davon aus, dass die täglich erzeugte Belastung durch eine Anzahl Einwohnergleichwerte ausgedrückt wird, die folgendermaßen bewertet wird:

Gebäude oder Wohnkomplex	Anzahl Einwohnergleichwerte
Schule ohne Bäder, Dusche, Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/10 E.G.W.
Schule mit Bädern, ohne Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/5 E.G.W.
Schule mit Bädern und Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/3 E.G.W.
Schule mit Bädern und Küche (Internat)*	1 Schüler = 1 E.G.W.
Kaserne, Krankenhaus, Erholungsheim, Gefängnis*	1 (vorgesehene) Person = 1 E.G.W.
Sportplatz- und halle*	1 Platz = 1/20 E.G.W.

Für die Gebäude oder Wohnkomplexe, die mit einem Sternchen versehen sind, muss die nach der Tabelle berechnete Anzahl Einwohnergleichwerte je Personalmitglied, das in der Anstalt beschäftigt ist, um 1/2 E.G.W. erhöht werden.

Dieser Belastung ist ein pauschal auf 15 % festgelegter Zusatz der Anzahl Benutzer des angeschlossenen Gebäudes oder Wohnkomplexes hinzu zu fügen.

Diesen zur Berechnung der Prämie ermittelten Nutzleistungen wird die durch die in der Wohnung ausgeübten gewerblichen, industriellen oder freiberuflichen Tätigkeiten erzeugte Belastung im Hinblick auf eine richtige Dimensionierung des zu installierenden individuellen Klärsystems hinzu gefügt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 1999 zur Einführung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems beigefügt zu werden.

Namur, den 29. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 1997

[C - 99/27494]

29 APRIL 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, inzonderheid op artikel 39, § 1, derde en vierde lid, vervangen door het decreet van 23 juni 1994;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest);

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, gegeven op 14 oktober 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 november 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 3 december 1998 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van maximum één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 8 maart 1999 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de Minister van de Waalse Regering tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort,

2° "Bestuur" : de Afdeling Water van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° "individueel zuiveringssysteem" : individuele zuiveringseenheid, individuele zuiveringsinstallatie of individueel zuiveringsstation voor de zuivering, onder de bij het besluit van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater bepaalde voorwaarden, van het door één of verschillende naburige woningen geloosde stedelijk afvalwater;

4° "huishoudelijk afvalwater" : huishoudelijk afvalwater zoals bepaald in artikel 2, 8°, van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, behalve huishoudelijk afvalwater afkomstig van commerciële of industriële activiteiten of voortvloeiend uit de uitoefening van een vrij beroep;

5° "dunbevolkt gebied" : gedeelte van het gemeentelijke grondgebied bestemd voor de individuele zuivering krachtens het algemeen gemeentelijk afwateringsplan;

6° "woning" : in een dunbevolkt gebied, elk gebouw dat bij de inwerkingtreding van het algemeen gemeentelijk afwateringsplan bewoond is of was, of in een agglomeratie, elk gebouw dat bewoond is of was dat, in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering vóór de vervaldatum bepaald bij artikel 4, § 1, van het besluit van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater kan worden uitgerust met een individueel zuiveringssysteem;

7° "inwonerequivalent of, afgekort, I.E. » : vuilvrachteenheid.

Art. 2. § 1. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten en onder de bij dit besluit bepaalde voorwaarden verleent de Minister een premie aan elke persoon die, op eigen kosten, een woning of een wooncomplex laat aansluiten op een individuele zuiveringseenheid voor de behandeling van huishoudelijk afvalwater.

De Minister mag slechts één premie per aangelegd individueel zuiveringssysteem verlenen.

§ 2. In afwijking van § 1 kan de gemeente zich, op zijn/hun verzoek of met zijn/hun toestemming, in de plaats stellen van de persoon/personen die ertoe verplicht of gemachtigd is/zijn één of meer woningen te laten aansluiten op een individueel zuiveringssysteem voor de behandeling van huishoudelijk afvalwater.

§ 3. De premieaanvraag wordt ingediend door de persoon of de personen die ertoe gemachtigd is/zijn een woning of verschillende naburige woningen te laten aansluiten op een individueel zuiveringssysteem, overeenkomstig artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, behalve als de gemeente zich in zijn/hun plaats stelt krachtens § 2. In dat geval wordt de premieaanvraag ingediend door de gemeente.

Art. 3. De aanvraag wordt bij aangetekend schrijven bij het Bestuur ingediend door middel van een door dit laatste opgemaakt formulier. Het bevat volgende gegevens :

1° het adres van de woning(en) waarvoor een aanvraag wordt ingediend;

2° het adres van de aanvrager(s);

3° een attest van het college van burgemeester en schepenen waarbij bevestigd wordt dat :

— de aanvrager(s) ertoe gemachtigd is/zijn de woning(en) met een individueel zuiveringssysteem uit te rusten;

— de betrokken woning(en) op de datum van inwerkingtreding van het algemeen gemeentelijk afwateringsplan bewoond is (zijn) of was (waren), wanneer ze in een dunbevolkt gebied gelegen is (zijn);

— de woning die in afwijking van de verplichting tot aansluiting op een riolering met een individueel zuiveringssysteem kan worden uitgerust, bewoond is of was vóór de datum waarop ze op de riolering moest worden aangesloten krachtens het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, wanneer ze in een agglomeratie gelegen is;

4° de beschrijving van de activiteit(en) van de personen die doorgaans in de woning(en) verblijven;

5° de door de woning(en) waarvoor een premieaanvraag is ingediend voortgebrachte vuilvracht, d.w.z. huishoudelijk afvalwater, uitgedrukt in inwonerequivalenten en vastgesteld aan de hand van bijgaande tabel;

6° als de aanvraag door verschillende personen wordt ingediend, vermelden ze het deel van het premiebedrag waarop zij recht hebben.

Art. 4. De Minister beslist over de aanvraag binnen veertig dagen na ontvangst ervan door het Bestuur.

Art. 5. De premie bedraagt 60 000 BEF per individuele zuiveringseenheid die een vuilvracht van minder dan 6 inwonerequivalenten verwerkt.

Voor individuele zuiveringseenheden die een vuilvracht van 6 tot 20 i.e. verwerken, individuele zuiveringsinstallaties tussen 20 en 100 i.e. en individuele zuiveringsstations die een vuilvracht van 100 i.e. of meer verwerken, wordt een bedrag van 13 000 BEF per bijkomend i.e. toegekend.

Art. 6. De premie wordt onder de volgende voorwaarden uitbetaald :

— als de begunstigde(n), binnen een termijn van 2 jaar na kennisgeving van de beslissing van de Minister, het Bestuur door middel van een door dit laatste opgemaakt formulier de volgende gegevens verstrekt :

1° het adres van de betrokken woning(en);

2° het adres van de begunstigde(n);

3° het door het Bestuur bepaalde dossiernummer alsmede de datum van kennisgeving van de door de Minister genomen beslissing;

4° het controleattest bedoeld in artikel 10, derde of vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater;

— als, na controle door het bestuur binnen één maand na ontvangst van het formulier, de installatie voldoet aan de voorwaarden waaronder de premie wordt toegekend.

Art. 7. Het besluit van de Waalse Regering van 27 april 1995 tot invoering van een premie voor de bouw van een individuele zuiveringseenheid- of installatie wordt opgeheven, behalve wat betreft de premieaanvragen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit worden ingediend en overeenkomstig dit besluit worden behandeld.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking tien dagen nadat het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

—
Bijlage

Aantal inwonerequivalenten

De nuttige capaciteit van de zuiveringssystemen voor stedelijk afvalwater wordt bepaald op grond van het aantal inwonerequivalenten van de op een zuiveringstelsel aangesloten woning of wooncomplexen.

Zowel voor eengezinswoningen als voor wooncomplexen die gezamenlijk of afzonderlijk huishoudelijk afvalwater voortbrengen, wordt voor de berekening van de premie slechts rekening gehouden met de door de bewoners voortgebrachte vuilvracht huishoudelijk afvalwater, plus een bedrag dat forfaitair vastgelegd wordt op 15 % van het aantal gebruikers van het aangesloten gebouw of complex.

Voor de andere woningen die huishoudelijk afvalwater voortbrengen dat niet afkomstig is van commerciële of industriële activiteiten of van de uitoefening van een vrij beroep, wordt er voor de berekening van de premie vanuit gegaan dat de dagelijks voortgebrachte vuilvracht uitgedrukt wordt door een aantal inwonerequivalenten berekend als volgt :

Gebouw of complex	Aantal inwonerequivalenten (i.e.)
School zonder baden, stortbaden noch keuken (externaat)*	1 leerling : 1/10 i.e.
School met baden, zonder keuken (externaat)*	1 leerling : 1/5 i.e.
School met baden en keuken (externaat)*	1 leerling : 1/3 i.e.
School met baden en keuken (internaat)*	1 leerling : 1 i.e.
Kazerne, ziekenhuis, rustoord, gevangenis*	1 persoon (voorzien) : 1 i.e.
Sportpark en sporthal*	1 plaats : 1/20 i.e.

Voor de met een * aangeduide gebouwen of complexen moet het op grond van de tabel berekend aantal i.e. verhoogd worden met 1/2 i.e. per personeelslid dat in de instelling is tewerkgesteld.

Bij deze vuilvracht komt een forfaitair bedrag vastgelegd op 15 % van het aantal gebruikers van het aangesloten gebouw of complex.

Bij deze voor de berekening van de premie bepaalde capaciteiten komt de vuilvracht voortgebracht door de commerciële of industriële activiteiten of voortvloeiend uit de uitoefening van een vrij beroep die in de woning worden uitgeoefend om het te installeren individuele zuiveringssysteem nauwkeurig te dimensioneren.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999 tot invoering van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem

Namen, 29 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN



F. 99 — 1998

[C - 99/27490]

**6 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant transfert dans le patrimoine de l'Institut scientifique de Service public
des biens de l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie transférés à la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne, notamment l'article 6, § 1^{er} bis, modifié par le décret du 9 avril 1998;

Vu l'arrêté royal du 31 janvier 1994 organisant le transfert de l'Etat à la Région wallonne de la propriété de matériel de l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Sur la proposition du Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. L'ensemble du matériel de l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie, transféré à la Région wallonne, est transféré à l'Institut scientifique de Service public, à l'exception de celui détaillé dans l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

Annexe

1. Matériel « Eau »
 - HPLC - Systeme 3
 - Une pompe à vide
 - PC Olivetti + Nec Pinwriter P7 Plus
 - PC BMX + Nec Pinwriter P7 Plus
 - PC IBM AT + Nec Pinwriter P7
 - PC Olivetti M3000 + Nec Prinwriter P5XL
 - 1 Apple Writer
2. Matériel « Air »
 - Agitateur
 - Tableau chauffant
 - Une électrode de référence
 - Echangeur d'ions
 - Stabilisateur